

repeatedly to a cycle of crisis in capitalism which affect the village, but she presents no systematic effort to explore the nature of the bureaucracy, or of its policies or goals. She may well argue that the people of nineteenth-century Abriès did not understand, but it would be helpful to have a fuller picture of what did not understand.

Any scholar interested in how the disparate pieces of the Bourbon monarchy were gradually and painfully fused into an economic whole will find this book useful. Political historians may be especially intrigued by her conclusion that, politically, the remaining peasants of Abriès are not really a part of national life. This European case study can provide thoughtful comparisons for social scientists with interests in peasants studies and development issues. Rosenberg adds little to the theory of economic development, but her case study does elaborate, illuminate or emphasize aspects of others' theories. Its strongest aspect is chronological; because she covers three centuries, she shows the gradual nature of change, the villagers' acceptance and their rejection of a variety of economic alternatives, and (as was one of her chief goals) how the peasants tried to control their own economic fate.

A Negotiated Worlds is as short on social information as it is detailed in economic analysis. Readers familiar with older, chronologically briefer and more intimate pictures, such as the books of Laurence Wylie, will miss the intricacies of education, family and friendship and the arresting portraits of peasant personalities. Rosenberg notices social structure, but does not explore it. She notes, for example, the changing work of women, but does not provide any concrete sense of gender and how it was part of a changing village polity. She omits mention of the traditional French links between family construction and economic development. But Rosenberg does something very useful by providing a long-term economic analysis of how French peasant villages became the underdeveloped places that Wylie and others found after World War II. This book is a solid achievement of which its author can be justly proud.

Esther S. Kanipe
Hamilton College

Jacques Rouillard — *Histoire du syndicalisme au Québec : des origines à nos jours*. Montréal, Les Éditions du Boréal, 1989, 535 p.

Le livre de Jacques Rouillard représente une somme des travaux historiques sur le syndicalisme québécois et restera, pour de nombreuses années à venir, un ouvrage de base essentiel pour toutes les personnes qui s'intéressent à l'évolution des organisations de travailleurs et de travailleuses au Québec. L'auteur, qui avait déjà mené des études approfondies sur plusieurs aspects du syndicalisme québécois, notamment sur le courant du syndicalisme catholique et sur la CSN, met à contribution ses propres recherches et celles d'autres scientifiques dans l'élaboration de cette synthèse.

Le premier chapitre est consacré à la « Naissance du syndicalisme au Québec (1818-1896) ». Typographes, débardeurs, cordonniers, charpentiers sont parmi les premiers à fonder des associations. Dans certains cas, ces regroupements font fonction de sociétés d'entraide; dans d'autres cas, ils agissent comme syndicats, c'est-à-dire, selon le critère de l'auteur, qu'ils « interviennent auprès d'employeurs dans la détermination [des] conditions de travail » (15). Le syndicalisme est lié à la condition

salariée. S'il se manifeste « bien avant la période de [grande] industrialisation des années 1880 » (11), son développement, avant la fin du siècle, apparaît comme plutôt lent. Jusqu'en 1872, les membres des associations ouvrières peuvent être poursuivis pour conspiration criminelle et coalition. Dans de très nombreux cas, le modèle syndical vient de l'étranger : immigrants européens qui apportent avec eux leurs traditions syndicales ou main-d'œuvre qui circule entre les États-Unis et le Canada et qui transplante au nord de la frontière les modèles d'organisation ayant pris naissance au sud. C'est bien le cas des Chevaliers du travail, qui « se répandent au Canada [...] dans les années 1880 » (40) et de ce qu'il est convenu d'appeler les « syndicats internationaux », c'est-à-dire les syndicats affiliés aux grandes « unions » de gens de métier implantées aux États-Unis. Les préoccupations des syndicats ne sont pas que professionnelles. Des regroupements horizontaux, rassemblant les gens de métiers différents sur une base territoriale (ex. : une grande ville et ses environs), émergent tout au long du XIX^e siècle : Montreal Trade Union (1834), Grande Association (1867), Ligue ouvrière de Montréal (1872), Conseil central de Montréal (1886), Conseil central de Québec (1889). Les revendications de ces organes concernent le monde ouvrier (réduction de la journée de travail), mais aussi la société en général (instruction obligatoire, par exemple). En 1883 est fondée une première centrale, pancanadienne dans son envergure, qui prendra quelques années plus tard le nom de Congrès des métiers et du travail du Canada (CMTC).

Le deuxième chapitre, « Expansion et conflits (1897-1929) », traite particulièrement de la montée des syndicats internationaux qui, au début du siècle, tentent de s'établir comme les seuls représentants du monde du travail. La disparition progressive des Chevaliers du travail est d'ailleurs liée à l'expansion des syndicats de métier étatsuniens. Au Québec, ces derniers, fortement regroupés au sein du CMTC, rencontrent également la concurrence de certains syndicats nationaux et des syndicats catholiques naissants. La fondation de centrales rivales viendra entériner ces divisions : mise en place en 1902 de ce qui deviendra le Congrès pancanadien du travail (CPT) et création en 1921 de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC). La période 1900-1920 voit le nombre des syndicats et des effectifs syndicaux progresser à pas de géants.

Le premier trait majeur de l'évolution syndicale tracée dans le chapitre 3, intitulé « Crise économique et réalignement syndical (1930-1940) », est la poussée très importante effectuée par le syndicalisme catholique dans une période où les effectifs syndicaux ont tendance à décliner. Les cercles dirigeants propagent l'idéologie corporatiste et bonne-ententiste mise de l'avant par l'Église à cette époque, même si, dans leurs rapports quotidiens avec les employeurs, les membres font souvent l'expérience de l'affrontement. Le second trait marquant de cette décennie est l'apparition, comme aux États-Unis à la même époque, du syndicalisme d'entreprise, dit « syndicalisme industriel », qui se pose comme solution de rechange au regroupement par métiers dans le contexte nouveau de la grande firme au XX^e siècle. Les syndicats internationaux de métier mettent en place en 1937 un pendant proprement québécois du CMTC, soit la Fédération provinciale du travail du Québec (FPTQ). Les syndicats internationaux d'industrie sont encore peu nombreux au Québec, puisqu'ils ne comptent que 18 sections locales à la fin de la période étudiée. Au Québec tout comme au Canada, ces syndicats sont expulsés du CMTC en 1939 : ils fusionnent en 1940 avec le CPT pour former une nouvelle centrale, le Congrès canadien du travail (CCT). Toutes les composantes du syndicalisme québécois, catholiques et internationaux, éprouvent une forte méfiance envers Duplessis lors de

son premier passage au pouvoir (1936-1939) en raison de ses lois peu favorables aux libertés syndicales.

Le quatrième chapitre, « L'institutionnalisation (1941-1960) », relate l'évolution du syndicalisme pendant la guerre et durant la décennie et demie qui a suivi. L'attitude conciliante des autorités fédérales, qui souhaitent le soutien du monde ouvrier à l'effort de guerre lancé par le gouvernement, favorise une consolidation des organisations syndicales. La mesure législative la plus lourde de conséquences à cet effet est la « consécration du droit à la négociation collective [qui représente] la conquête syndicale la plus importante depuis celle du droit d'association et de grève » (250) dans le dernier tiers du XIX^e siècle. La prospérité qui accompagne et suit la guerre permet une progression importante des effectifs syndicaux. Selon l'auteur, c'est la période où « le syndicalisme québécois atteint sa majorité » (199). Du côté des internationaux, les syndicats industriels se donnent un organe québécois en 1952, la Fédération des unions industrielles du Québec (FUIQ). Après la fusion des centrales FAT et COI aux États-Unis en 1955, un mouvement parallèle d'intégration des « métiers » et des « industriels » se produit au Canada avec la formation en 1956 du Congrès du travail du Canada (CTC, né de la fusion du CMTC et du CCT) et au Québec avec la naissance de la FTQ en 1957 (fusion de la FPTQ et de la FUIQ). Il est question à cette époque de rassembler tout le monde syndical sous le même parapluie, mais les pourparlers entre les syndicats catholiques et les internationaux ne permettent pas de trouver d'arrangement institutionnel satisfaisant pour les deux parties. Les syndicats catholiques, quant à eux, mettent de côté la philosophie corporatiste et se déconfessionnalisent peu à peu. Ils vont même jusqu'à se donner une appellation complètement neutre en adoptant le nom CSN en 1960. Les associations d'enseignants et d'enseignantes deviennent de véritables syndicats en mettant désormais leur priorité dans la négociation des conditions de travail de leurs membres. De longs conflits entre associations concurrentes et des démêlés nombreux avec les autorités ecclésiastiques caractérisent le monde de l'enseignement durant ces deux décennies. Duplessis, de retour au pouvoir en 1944, se montre toujours aussi peu favorable au monde syndical. Une forte vague d'anticommunisme, venue des États-Unis et alimentée par les gouvernements et l'Église d'ici, s'abat sur toutes les composantes du mouvement syndical à la fin des années quarante et au début des années cinquante.

Les deux derniers chapitres, « La radicalisation (1960-1985) » et « L'État, patron et législateur », sont consacrés à la même période et comportent, de ce fait, une part inévitable de rappel de certains événements ou situations charnières (la Révolution tranquille, les Fronts communs du secteur public, les manifestes des centrales, l'élection du Parti québécois). Les principaux sujets traités sont : la syndicalisation du secteur public et son cortège de répercussions sur les centrales et le gouvernement lui-même; la formation d'une véritable centrale chez les syndicats de l'enseignement (CEQ, 1972); le fait que plusieurs syndicats quittent la CSN au début des années soixante-dix (dissidents de la CSD, syndicat des fonctionnaires et syndicat des professionnels du gouvernement, pour ne nommer que ceux-là); la recherche toujours difficile de modalités d'unité syndicale entre les centrales; et, comme l'annonce le titre du chapitre 5, la radicalisation des centrales syndicales. À quoi tient cette radicalisation ? Essentiellement au recours à des pressions plus fermes qu'avant sur la machine de l'État, à l'adoption par les centrales de positions favorisant l'affirmation nationale et au mûrissement d'idées politiques plus à gauche (parfois socialistes, le plus souvent social-démocrates) que dans les périodes antérieures. Quel

avenir attend le syndicalisme québécois ? Toute une frange des nouveaux emplois, souvent occupés à temps partiel par des femmes dans les services privés, reste encore hors de portée des efforts d'organisation des syndicats; c'est pourtant là que résident les possibilités de croissance future. Selon l'auteur, la partie est loin d'être gagnée pour le mouvement syndical sur ce nouveau front.

Les mérites de l'ouvrage sont nombreux. D'abord, sa complétude. L'auteur s'attache toujours à rendre compte de façon systématique des connaissances disponibles sur chacun des thèmes abordés. En deuxième lieu, l'excellence de la rédaction : la clarté et la simplicité de la langue assurent à l'ouvrage une accessibilité certaine, sans compromis aucun sur la qualité et le sérieux de l'information. Quelques inévitables coquilles et erreurs se sont glissées, mais leur nombre (une dizaine) est minime, compte tenu de la longueur de l'ouvrage. Ensuite, une iconographie abondante, variée et soignée. Quatrièmement, l'analyse très réussie de quelques grèves marquantes à chaque époque étudiée. En cinquième lieu, une discussion bien documentée du délicat sujet de l'action politique des syndicats. Pour ne parler que des années les plus récentes, la question d'un parti représentant le monde du travail est examinée sous toutes ses facettes : prise de conscience de la nécessité d'un parti, hésitations des organisations syndicales, obstacles — dont la séduction péquiste — rendant le projet à toutes fins utiles irréalisable. Enfin, un exposé judicieux du contexte dans lequel, à toutes les époques, évolue le mouvement syndical : les périodes de crise et de prospérité, les épisodes d'inflation, les moments de recrudescence ou de baisse du chômage, les poussées revendicatives des après-guerres, l'adoption des lois sociales et des lois du travail les plus significatives, l'effet des grandes mesures de sécurité du revenu sont saisis avec justesse et décrits avec précision.

Qu'il soit permis en terminant de relever quelques limites de l'ouvrage. Premièrement, il est difficile de reprocher à une documentation aussi complète de comporter des lacunes. Mais puisque c'est le rôle du critique d'être vigilant, signalons-en au moins une. Sur les interventions de Mackenzie King dans le domaine du travail, assez importantes pour se mériter une photo en page 137 et une mention en page 147, une référence essentielle manque, *Capital et travail* de Victor Levant. Deuxièmement, le thème du boutiquisme aurait mérité un traitement plus consistant. Il en est certes question de façon très brève aux pages 197 et 284, mais cela ne rend pas justice au phénomène lui-même, car depuis des décennies, les centrales syndicales ont dû à de nombreuses reprises affronter cette tactique patronale. La Fédération canadienne des associations indépendantes (FCAI) de l'ineffable Tremblay aurait dû figurer au moins une fois. Ensuite, si l'auteur note les influences « politisantes » de revues comme *Parti pris* et *Socialisme* pour le début de la période 1960-1985 (337), il ne souligne pas le rôle des militants et militantes appartenant à des organisations comme *En lutte*, la *Ligue*, le *Mouvement socialiste* et le *Regroupement pour le socialisme* pour la fin de la même période, alors que leurs interventions ont eu des conséquences au moins aussi importantes que les écrits des revues déjà mentionnées. En quatrième lieu, un fait notable de l'évolution syndicale québécoise a été négligé pour la période la plus récente, soit celui de la progression des syndicats « indépendants » ou non affiliés dont la proportion va en augmentant dans l'ensemble du monde syndical. On en a une idée par les nombreuses désaffiliations qui sont documentées dans l'ouvrage, mais un traitement plus poussé du sens de ce mouvement aurait été nécessaire. Enfin, signalons une peccadille et une bévue. La peccadille : toutes les frontières entre les périodes étudiées reposent sur des bornes

temporelles mutuellement exclusives, sauf la dernière; en effet, l'année 1960 y est commune à la quatrième et à la cinquième périodes. La bévée : le titre de l'ouvrage, tel que révélé à l'intérieur aux pages 3, 5 et 6 et dans l'en-tête de toutes les pages paires est *Histoire du syndicalisme au Québec* tandis que le titre figurant à l'extérieur (les deux plats et le dos) est *Histoire du syndicalisme québécois*.

Serge Côté
Université du Québec à Rimouski

Peter S. Schmalz — *The Ojibwa of Southern Ontario*. Toronto: University of Toronto Press, 1991. Pp. xv, 334.

The Ojibwa of Southern Ontario is a long overdue reminder that much of the history of Southern Ontario from 1680 to the present is the history of neither the French nor the British, nor white Canadians, but that of the Ojibwa. In the late seventeenth and eighteenth centuries, the Ojibwa were the largest and most influential ethnic group in this region. Two centuries after the beginning of European settlement, they remain the most numerous Amerindian group in Ontario. Yet very little has been written about their history. Peter Schmalz, head of the History and Social Science Department at Walkerton District Secondary School, and author of *The History of the Saugeen Indians*, has filled this gap in Canadian historiography with a history of the interrelationship between the southeastern Ojibwa and Euramericans from the seventeenth century to the present.

Schmalz follows the Ojibwa as they first enter southern Ontario in the 1680s and decisively defeat and expel the Iroquois who had dispersed their Huron allies and trading partners. This conquest was followed by a "golden age", in which the Ojibwa ruled uncontested, and benefited from commercial rivalry between French and British colonials. Schmalz's revisionist interpretation of the Beaver War (better known as Pontiac's War), provides a convincing demonstration of Ojibwa ability to control the course of events in southern Ontario towards the end of this period. In 1763-1764, numerous elements among the Great Lakes Amerindians made war upon the British. The Ojibwa, however, preferred that the British remain in their posts on the Great Lakes. Led by chiefs like Wabbiamicot, one of the leading individuals in the southern Great Lakes region in this period, the Ojibwa used their influence to restrain other Amerindians, and thus facilitated the continued British presence in the region.

Yet by 1780, according to Schmalz, the fur trade had made the Ojibwa of the Lake Ontario area dependent upon European trade goods and divided their nation between those in close contact with Euramericans and more northerly groups that retained their traditional independence and lifestyle. This fragmentation prevented the Ojibwa from uniting against a common threat to their interests when their national territory was overrun by a flood of Euramerican settlers after the American Revolution. The displacement of the Ojibwa, which involved considerably more violence than is popularly believed among white Canadians, proceeded in spite of solid Ojibwa support for the British during the War of 1812, and continued until the greater part of the lands of the Ojibwa had been alienated to the newcomers. By the 1780s, the Ojibwa had surrendered most of their ancestral lands and lived on reserves.